

# LES KURDES

JOURNAL BIMENSUEL DE L'INSTITUT KURDE DE BRUXELLES | N°28 | MAI-JUIN 2007



**Parler d'indépendance kurde n'est pas réaliste** p. 5-6

**Russie-Géorgie, ce n'est pas qu'un match local !** p. 7-9

**Le Turkménistan : terre charnière entre l'Asie centrale et le monde iranien** p. 21-23

## COLOPHON

### LES KURDES

Certains écrits de tiers ne représentent pas,  
par définition, les vues de la rédaction.

Institut Kurde de Bruxelles  
Rue Bonneels 16  
1210 Bruxelles  
Tél. : ++32/(0)2 230 89 30  
Fax. : ++32/(0)2 231 00 97  
E-mail : kib@skynet.be  
Website : www.kurdishinstitute.be

### EDITEUR RESPONSABLE

Derwich M. Ferho

### PHOTO DE COUVERTURE

Philip Claus

### ONT PARTICIPE

Derwich Ferho, Paul Vanden Bavière, Freddy De  
Pauw, Elisabeth Marescot, Louise Ruelle,  
Xhantippe

### IMPRIMERIE

Nevelland

### TIRAGE

500

### ABONNEMENT ANNUEL DE SOUTIEN

25 € sur le compte : 426-3144071-85

### NUMERO

3 €

Ce journal est publié avec le soutien  
de la Communauté française.



## SOMMAIRE



- 3 Editorial
- 4 Les Iraniens prennent une certaine distance vis-à-vis du président Ahmadinejad
- 5-6 Parler d'indépendance kurde n'est pas réaliste
- 7-9 **Le Caucase**  
Russie-Géorgie, ce n'est pas qu'un match local !
- 10-17 L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud face à la Géorgie
- 18-20 Gazprom : l'atout majeur de la Russie ou la pièce maîtresse de Vladimir Poutine
- 21-23 Le Turkménistan : terre charnière entre l'Asie centrale et le monde iranien
- 24 Calendrier des activités

# Le sort des Kurdes dépend à nouveau de l'agenda international

- Derwich Ferho -

Ça y est ! Les Kurdes sont à nouveau au premier rang sur l'agenda des rencontres au sommet internationales. Le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gül était à peine revenu de Washington que le chef d'état-major de l'armée turque, Yasar Buyukanit, partait à son tour aux Etats-Unis. Ankara a enfin compris, mais pas vraiment accepté, que dans cette lutte pour la liberté que mènent les Kurdes sous la direction du Parti des Travailleurs Kurdes (PKK), le pouvoir turc ne pouvait pas gagner en restant seul. C'est pourquoi la Turquie demande l'aide de ses « alliés ».

La Turquie, l'Iran et la Syrie ne veulent pas entendre parler d'un Irak fédéral où les Kurdes avec la ville pétrolière de Kirkuk comprise, pourrait avoir leur propre force politique. Et pourtant, en 2004, les Américains étaient d'accord pour qu'il y ait une région kurde mais sans une force militaire propre. L.P. Bremer donna la mission à David Gompert d'aller discuter avec les Kurdes et d'obtenir que la force militaire des Kurdes, les Peshmergas, soit dissoute. Masrur Barzani, chef du service de renseignements kurde, en était le négociateur kurde. Après des tractations durant plusieurs jours, on était arrivé à une seule solution : « Les Peshmergas allaient disparaître. Le gouvernement régional du Kurdistan les remplacerait par trois forces armées : des commandos de montagne, une force de réaction rapide et une force axée sur la lutte contre le terrorisme. » Alors que Gompert attendait son hélicoptère qui devait le ramener à Bagdad, il se rendit compte combien il était important que les Kurdes, qui disposaient de la milice la plus forte de l'Irak, soient prêts à mettre cette force au service de l'unité nationale. Il est probable que, par la suite, il fut saisi d'un doute lorsqu'il demanda qu'elle était la traduction des « commandos de montagne », quand on lui répondit : « Peshmergas ». S'il avait approfondi ses questions, il aurait découvert qu'une « force de réaction rapide » et qu'une « force de lutte contre le terrorisme » étaient aussi appelée en kurde « Peshmerga »(1). Cela démontre l'importance que les Kurdes attachent à leur propre force militaire. Et à bon droit ! Sans les Peshmergas, le Kurdistan serait une proie facile pour les États agressifs et autoritaristes qui l'entourent. Les par-

tis politiques kurdes furent interrogés sur une intervention contre le PKK. Leur réponse est chaque fois pleine d'espoir : « La question kurde dans chaque pays concerné (Turquie, Iran, Syrie) doit être résolue politiquement. Les dissensions internes chez les Kurdes seront résolues par le dialogue et non par les armes »(2). C'est une réponse claire et directe des Kurdes aux souhaits des États turc, iranien et syrien. Les autorités kurdes d'Irak ont tout à fait conscience qu'il ne s'agit pas seulement de l'existence du PKK mais bien des évolutions positives pour les Kurdes dans la région. C'est cela qui inquiète les États-Unis et l'Europe, il faut savoir qu'elles concernent l'Iran, la Syrie et quelques pays arabes. Partout on demande et même on supplie de ne rien accorder aux Kurdes, même en Irak. Chaque concession faite aux Kurdes est considérée comme un danger pour demain. Début février, une quarantaine de Kurdes, dont divers cadres du PKK ont été emmenés et arrêtés à Paris et en Belgique. La liste et les données venaient clairement de la CIA. Toutes les personnes arrêtées se trouvaient légalement en France et en Belgique. Les arrestations et les poursuites se firent à la demande des autorités turques assistées par les Américains et partiellement organisées par les alliés européens ! Pourquoi les Européens ont-ils trouvé opportun de jouer au policier pour l'État turc ? Ne veulent-ils toujours pas comprendre que de nombreuses cultures et religions qui avaient fait de la Turquie une région si attrayante, ont été détruites brutalement par cet État ? Ce ne sont pas les représentants des Kurdes qui se battent pour défendre les droits élémentaires de leur peuple qui doivent être arrêtés, mais bien les représentants de l'État turc à cause de leurs atteintes aux droits de l'homme. Les Kurdes ne demandent rien d'autre que de vivre en paix, dans le respect et la tolérance de leur spécificité. Est-ce pour cela qu'ils sont punis et par les Etats-Unis et par l'Union européenne ?

1. Peter W. Galbraith : La fin de l'Irak ou comment les Américains l'ont-ils provoquée par une guerre sans fin et leur incompétence.
2. Mesoud Barzani, le Président du Kurdistan irakien – Netkurd – 13.02.2007

# Les Iraniens prennent une certaine distance vis-à-vis du président Ahmadinejad

- Paul Vanden Bavière -

***Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad reste très actif. Quand ce n'est pas dans ses déclarations sur le programme nucléaire iranien, c'est lors d'une conférence sur la Shoah organisée à Téhéran ou, en janvier, en accomplissant un voyage en Amérique latine, où il a entre autres, rencontré le président vénézuélien Hugo Chavez. Mais malgré toutes ces bravades, la popularité du Président baisse en Iran. Les raisons : l'économie et la menace de guerre.***

C'était prévisible de façon indéniable qu'Ahmadinejad, qui en juin 2005 avait été choisi comme Président, devait poser des jalons en perspective des élections du 15 décembre 2006 pour les conseils communaux et le Conseil des Experts. Mais ses partisans y ont été battus par des conservateurs modérés et des réformistes.

C'était une rupture car, depuis 2003, les conservateurs les plus stricts étaient dans le vent : ils gagnaient alors les élections communales et du Conseil. En 2004, ils avaient repris le parlement aux réformateurs du Président Mohammed Khatami et en 2005, celui-ci devait laisser la place à Ahmadinejad. Le retrait des conservateurs modérés et des réformateurs était en partie dû à la désillusion des Iraniens pendant le gouvernement de Khatami, il n'avait pas pu répondre aux attentes au cours des deux termes qu'il avait effectués en tant que président. Après lui, Ahmadinejad – comme en son temps l'ayatollah Khomeyni, qui en 1979 avait renversé le pouvoir du Shah avec la révolution islamique – joua la carte des miséreux. Il promettait un partage plus équitable des richesses. Et vu les prix du pétrole en constante augmentation depuis 2004, il y avait de quoi partager. Mais cela n'est toujours pas réalisé, et il faut attendre comme par le passé. Et cela, en décembre dernier, a coûté des voix à Ahmadinejad. Plus grave, le chômage augmente encore malgré la manne pétrolière. De plus l'Iran, à cause de l'afflux des pétrodollars, doit faire face à une inflation officielle de 13% mais d'après les experts de 20%. Selon le grand ayatollah iranien Hossein Ali Montazeri (qui fut un temps considéré comme le successeur de Khomeyni ; mais qui déjà avant la mort de celui-ci a été mis sur la touche par l'actuel leader religieux le plus important Khamenei), elle est encore plus importante dans certains domaines comme les prix des loyers où la montée des prix serait de 50%. Il semble également que les sanctions prises suite à la résolution 1737 du Conseil de Sécurité de l'ONU contre l'Iran à cause de

son programme d'enrichissement de l'uranium, autant qu'on puisse le constater, provoquent des problèmes. C'est ainsi que les banques iraniennes ne peuvent plus faire de paiements en dollars à l'étranger à cause des sanctions.

Beaucoup de religieux et de membres du parlement ne sont pas très satisfaits de l'attitude agressive d'Ahmadinejad vis-à-vis de l'Occident, au moment où la menace de guerre israélo-américaine devient de plus en plus réelle. Les plans d'attaque israéliens sont diffusés dans la presse mondiale et les Américains ne renforcent pas seulement leurs troupes en Irak mais ont aussi envoyé des corps d'armée supplémentaires et des sous-marins dans le Golfe persique. L'encerclement de l'Iran par terre (via l'Irak et l'Afghanistan) et par mer se renforce encore.

Les Iraniens sont encore loin d'avoir oublié la guerre, longue de huit ans, avec l'Irak (de 1980 à 1988) qui a coûté la vie à des centaines de milliers d'Iraniens et qui a détruit une grande partie de l'infrastructure iranienne (routes, industrie, équipements pétroliers etc.). Peu d'entre eux souhaitent une répétition de cette horrible période. Le grand ayatollah Montazeri rappelle que les États-Unis ont d'importants moyens militaires et qu'il vaut mieux ne pas provoquer Washington. « Les extrémistes ne favorisent pas les intérêts du peuple », a-t-il déclaré.

Il n'est pas le seul à penser ainsi. La presse et aussi beaucoup de membres du parlement s'opposent au comportement agressif d'Ahmadinejad. Le journal Jamhuri Eslami a écrit sans détours que le président ferait mieux de se taire sur le dossier nucléaire afin de ne pas donner de prétexte à une attaque des ennemis de l'Iran. Au parlement, cinquante députés ont signé une motion contre Ahmadinejad. Le membre du parlement modéré Aktar Alami a regretté la dégradation de l'image de l'Iran dans le monde. Cette aggravation, il l'attribue aussi à la conférence négationniste internationale sur la Shoah. Ahmadinejad en méconnaît l'importance !

# « Parler d'indépendance kurde n'est pas réaliste »

## Interview d'un homme politique kurde d'Irak, le Dr Mahmoud Othman

- Paul Vanden Bavière -

*Le docteur Mahmoud Othman est un des plus importants hommes politiques kurdes d'Irak. Il a négocié en 1970 avec feu Saddam Hussein sur un accord d'autonomie qui n'a d'ailleurs pas pu empêcher un nouvel enchaînement conflictuel. Il est actuellement membre du Parlement irakien à Bagdad. Comme toujours, il a une conception qui lui est propre. Contrairement à la plupart des Kurdes, il n'épargne pas ses critiques aux Américains et une indépendance kurde ne lui paraît pas réaliste.*

En février, le Dr Mahmoud Othman a passé quelques jours en Belgique. Une opportunité à saisir pour poser quelques questions à cet homme politique expérimenté et indépendant, il ne fait plus partie du Parti Démocratique Kurde (PDK) de Massoud Barzani ni de l'Union Patriotique du Kurdistan (PUK) de Jalal Talabani, président de l'Irak.

### **Avez-vous peur de rentrer à Bagdad à cause des énormes problèmes de sécurité qu'on y rencontre ?**

Il y a des risques mais nous les avons toujours connus. Même sous Saddam Hussein, en 1971, il y a eu un attentat avec des explosifs et en 1978 une tentative d'empoisonnement au thallium mais nous devons aller de l'avant. C'est notre devoir.

### **Il y a eu cependant deux complots contre vous ?**

Oui, j'en ai entendu parler. Il y a eu un complot où l'on retrouvait des membres du parti Baath (de Saddam Hussein) et un deuxième avec des extrémistes islamistes (selon certaines informations, il s'agirait de membres de la milice du religieux chiite Moqtada al-Sadr). Il est toujours possible qu'il y ait d'autres attentats. Nous devons donc faire attention.

### **Existe-t-il une raison spécifique à ces complots contre vous ?**

Non, cela concerne surtout un plan général visant à toucher des hommes actifs politiquement parlant. Ce

n'est pas spécifiquement contre moi. On veut tout simplement éliminer des hommes politiques.

### **Y a-t-il une solution en Irak pour parer à cette violence ?**

La situation s'est fameusement compliquée à cause des grosses erreurs des Américains durant ces quatre dernières années. Et les différents gouvernements irakiens que ce soit celui de l'ancien Premier Ministre Alawi ou celui de l'actuel Premier Ministre Nouri al Maliki ont accompli de piètres prestations. Il y a la corruption, il y a le terrorisme et le problème des milices. La solution pour venir à bout de la violence doit être politique, ce n'est pas vraiment un simple problème de sécurité. La situation est mauvaise pour des raisons politiques : il n'y a aucun sentiment unitaire entre les Irakiens, spécialement entre les Sunnites et les Chiites. Même les leaders religieux ont des points de vue différents. Et personne ne se parle. Une solution politique est possible et elle ne se fera que quand il y aura un accord entre les leaders politiques et religieux. L'usage de la violence pouvait améliorer provisoirement la situation mais elle n'offre aucune solution.

Il y a deux problèmes à régler : la réconciliation entre les Irakiens et le terrorisme, que ce soit celui des membres d'Al-Qaida ou celui des partisans de Saddam. Beaucoup d'hommes en Irak s'opposent par les armes aux USA et au gouvernement, mais ce ne sont pas des terroristes. Il faut leur parler afin qu'ils déposent les armes. On doit leur promettre l'amnistie, mais le gouvernement n'y songe pas, il ne pense

qu'à la vengeance. Seuls les chefs doivent être poursuivis devant les tribunaux, mais aux autres il faut parler de réconciliation.

### **Quel est le rôle de l'Iran dans cette violence en Irak ?**

L'Iran intervient en Irak via des groupes chiites. Il y a un conflit ouvert, en Irak, entre l'Iran et les États-Unis et l'Irak comme les Irakiens en paient le prix. Le Président Bush a déclaré que la Syrie et l'Iran étaient des États « voyous ». Cela les a conduits à un conflit avec l'Iran. Il n'y a pas de dialogue entre les USA, la Syrie et l'Iran or c'est urgentissime. Même le rapport de James Baker (ancien conseiller de Bush père) le préconise pour l'Irak. Le dialogue c'est assurément mieux que la confrontation.

### **Qu'en est-il de la souveraineté de l'Irak quand on voit que les Américains y font ce qu'ils veulent ?**

Il y a deux autorités en Irak : les Américains et le gouvernement. Les E.U. sont importants pour les questions de sécurité et, de ce fait, la souveraineté n'est pas complète. Cela provoque beaucoup de problèmes. C'est ainsi que les Américains jouissent d'une complète impunité alors qu'ils accomplissent beaucoup de méfaits. Cette immunité doit être remise en question parce qu'elle leur permet de commettre des crimes en toute inconscience. Ils ont, par exemple, bombardé un bureau de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), ce qui a provoqué une dizaine de morts. De tels faits rendent le problème de sécurité encore plus grave.

### **Le retrait des Américains apportera-t-il une solution ou va-t-il augmenter la violence**

La corruption est l'ennemi n°1, elle est encore plus nocive que le terrorisme. Sous Paul Bremer (le patron du CPA, la précédente autorité de la coalition de 2003 à juillet 2004) 8,8 milliards de dollars ont disparu. Ce n'était que le commencement de la corruption. Un certain nombre d'Irakiens sont devenus milliardaires. C'est incroyable ! Et le plus grave est que ça n'est pas seulement en monnaie américaine mais aussi en monnaie irakienne.

### **Que pensez-vous de la reconstruction de l'Irak ?**

Il n'y a pas de résultats. L'argent destiné à l'enseignement ou la santé publique par exemple est dépensé pour la sécurité. Il n'y a pas de reconstruction mais bien de la corruption. Les Américains prétendent

qu'on ne peut pas s'atteler à la reconstruction à cause de l'insécurité dans le pays mais pourtant, il y a de grandes parties du pays qui sont sûres, comme le Kurdistan. Même dans ces parties sûres de l'Irak on n'a rien dépensé pour la reconstruction !

### **Quelle solution en Irak pour les Kurdes ?**

Si vous le demandez au Kurdes, la réponse est claire : ils veulent l'indépendance. Dans un référendum non officiel on a parlé de 98% de la population qui veulent l'indépendance. Mais notre nation est partagée entre l'Irak, la Turquie, l'Iran et la Syrie. Elle a droit à son indépendance mais il faut voir la réalité : tous ces pays sont contre. Dans chaque pays, les Kurdes luttent pour leurs droits. C'est pourquoi, ils se battent en Irak pour le fédéralisme et la démocratie. Mais il est vrai que la situation dans un seul pays a une influence sur les autres. C'est une lutte de la nation kurde. La Turquie menace l'Irak d'une attaque contre le PKK (le Parti des Travailleurs Kurdes en Turquie) et contre Kirkuk (au profit des Turkmènes) : de ce fait la Turquie menace les Kurdes de Turquie et les Kurdes en Irak. L'indépendance reste un but lointain. Il n'est pas réaliste à l'heure actuelle. Les Kurdes en rêvent mais ce rêve n'est pas prêt de se réaliser.

### **Où en est-on du projet prévu depuis assez longtemps d'une offensive américaine pour nettoyer Bagdad ?**

Cette offensive est menée depuis deux mois en collaboration avec le gouvernement irakien. C'est pourquoi, 20000 soldats américains sont encore attendus en Irak. Les plans pour l'offensive connaissent déjà un début d'exécution, mais cette offensive ne connaîtra aucun succès. Au premier plan, il faut améliorer l'aspect politique (la corruption, les tensions entre les groupes religieux, le conflit entre les USA et l'Iran) et cela doit être résolu politiquement. Deuxièmement, les USA et le gouvernement irakien n'ont pas d'informations correctes sur le soulèvement. Du fait que l'offensive est déjà depuis tellement longtemps annoncée, chaque personne qui se sent menacée a depuis longtemps pris le chemin de l'Iran. Dès que l'offensive sera terminée, ils reviendront sans problème. Bush, en préalable à cette offensive, a posé un certain nombre d'exigences au gouvernement du Premier Maliki. De cette manière, il espère pouvoir vendre le plan aux Américains et si cela rate, il pourra en infliger la responsabilité aux Irakiens. Chacun est maintenant dans une posture de tuerie. Le problème doit être solutionné mais par des moyens politiques, par le dialogue. L'offensive aura peut-être un succès limité pour un certain temps mais elle ne donnera pas de solution aux problèmes.

## Russie-Géorgie, ce n'est pas qu'un match local !

- Freddy De Pauw -

***En Russie, une campagne féroce contre les Géorgiens fait rage. Elle semble souvent participer d'une vague de xénophobie qui est de plus en plus importante dans la Russie de Poutine. Naturellement, cette campagne contre les Géorgiens est liée au conflit entre la Géorgie et la Fédération de Russie. Actuellement, c'est beaucoup plus qu'un conflit local, et c'est lié à la rivalité entre Moscou et Washington dans laquelle flotte une forte odeur de pétrole.***

La cause du conflit entre Moscou et Tbilissi se trouve ailleurs : l'appui russe, également militaire, aux mouvements séparatistes en Abkhazie et en Ossétie du Sud, l'appui supposé de la Géorgie aux résistants Tchétchènes, l'espoir géorgien d'entrer à l'OTAN accompagné de la présence militaire en Géorgie, l'oléoduc qui livre le pétrole de la Caspienne au port de Ceyhan en Turquie en sont les motifs. D'une part, le conflit nourrit en Russie la « xénophobie » contre les « tsjornai » (noirs), à laquelle sont surtout confrontés les gens du Caucase et de Transcaucasie, d'autre part, l'ultra nationalisme en Géorgie où il semble bien qu'il soit en train de renaître comme à l'époque de Zviad Gamsachourdia, le premier président après la reconquête de l'indépendance n'arrange rien.

### **Un récit du passé**

Ce n'est pas par accident que la Géorgie a été la première république soviétique qui a formellement quitté l'Union Soviétique : le 9 avril 1991, des mois avant que l'Union cesse d'exister, les Géorgiens ont voté massivement par référendum, pour un Sakartvelo (le nom de la république indépendante entre 1918 et 1921) indépendant. Les Géorgiens se glorifient d'avoir eu leur propre État plusieurs siècles avant notre ère et d'avoir été un des premiers peuples à embrasser le christianisme, peu après les Arméniens. Ils avaient eu, à cause de leur situation géographique, des problèmes avec des agresseurs arabes, perses et turcs, ce qui les avait conduit à demander l'aide du Tsar de Russie pour résister aux Turcs. Cette « protection » avait provoqué leur annexion en 1801 qui fut suivie d'une politique de russification, cela provoqua des révoltes et une résistance prévisible.

Après la révolution d'octobre de 1917 en Russie, des leaders géorgiens proclamèrent une république indépendante qui fut reconnue par les nouveaux dirigeants russes. Cela se fit avec l'accord de tous à l'exception d'un dirigeant originaire de Géorgie : Joseph Staline, qui de sa propre initiative mit fin à cette indépendance. La « question géorgienne » provoqua chez Lénine une réécriture de son testament politique : il y accusa Staline de « chauvinisme grand russe ».

Mais la russification n'a jamais pris en Géorgie, même les dirigeants communistes locaux comme Edouard Chevardnadze ont dû tenir compte du sentiment nationaliste géorgien très vivace. Lorsqu'il y eut un projet de révision constitutionnelle en 1978 qui prévoyait que le géorgien ne serait plus la langue officielle, ce fut un échec total. Le chef du parti Chevardnadze apaisa les tensions en confirmant le statut du géorgien.

Lorsque sous Michel Gorbatchev, un vieux projet constituant à relier par le rail la Russie et la Géorgie fut remis sur le tapis, cela provoqua aussitôt de vives protestations. Selon des archéologues géorgiens, ce chemin de fer allait malencontreusement traverser le « cœur historique » du pays et détruire des vestiges importants. Des géologues ont prévenu qu'il y aurait de plus un danger d'avalanches et d'autres catastrophes écologiques. Un des chefs de la résistance était Zviad Gamsachourdia, le président qui allait succéder à Chevardnadze.

### **Abkhazes et Ossètes**

Les choses commencèrent vraiment à de gêner avec la question abkhaze. Les Abkhazes furent choqués durant les premières années de l'Union soviétique ; ils ont



était depuis trois ans indépendante de fait. En effet, le pipe-line qui reliait Bakou au port pétrolier russe de Novorossisk passe par la Tchétchénie.

## **BTC**

La mer Caspienne se trouve loin de tout port pétrolier. Pour ne pas être exclusivement dépendant d'un transport via la Russie, le consortium occidental, sous l'impulsion de Washington mit au point un plan pour une route alternative : à travers la Géorgie et vers Ceyhan, un port situé dans le sud de la Turquie. Le BTC (Bakou – Tbilissi – Ceyhan) était vraiment une entreprise très coûteuse, aussi les considérations géopolitiques dépendaient des finances à trouver : le BTC fut mis en œuvre et fut inauguré en mai de l'année suivante. D'ici quelques années, chaque jour, un million de barils allaient passer par lui ; plus tard, il serait doublé par un gazoduc. Tout cela avait pour but de faire passer les richesses énergétiques d'Asie Centrale vers des marchés extérieurs au moyen de ces installations. « Avec elles, commence une nouvelle ère dans la région », a dit le ministre américain de l'Energie, Samuel Badman, lors de l'inauguration.

Deux anciens apparatchiks du régime soviétique essayaient donc que la Russie puisse être enfin mise de côté. Cela prouvait que les apparatchiks ne se souciaient pas d'idéologie mais seulement de leurs intérêts. C'était aussi pour Moscou un signal très clair qu'avec ce genre d'individus, on ne pouvait en aucun cas compter sur la moindre loyauté pour conserver une quelconque influence sur les « pays proches », et que le BOS : « Union des Etats indépendants » était en fait une coquille vide. Mais pas seulement cela : très rapidement, il devint évident que les Américains étaient prêts à s'emparer du gâteau. La Géorgie reçut les années suivantes une aide très importante des USA surtout au regard de l'importance de la population.

## **Plus aucun doute**

Cependant Chevardnadze n'était pas suffisamment fiable. Steve Mann, responsable du ministère des Affaires étrangères des USA pour la région de la Caspienne, se plaignait d'une monopolisation accrue de Gazprom (le géant gazier russe) dans la région.

En 2003, une campagne, appuyée activement par les USA, contre son action trop autoritaire vit le jour. Mais laissez-nous rire, l'action d'Aliév en Azerbaïdjan ou de Nazarbaïev au Kazakhstan est certainement parmi les plus autoritaires, mais elles sont considérées comme étant plus dignes de confiance pour les intérêts énergétiques occidentaux. La « révolution des roses », fin 2003, a porté aux pouvoirs des leaders plus fiables aux yeux des USA avec surtout Michail Saakasjvili qui était, jusqu'en 2001, une des étoiles montantes du groupe qui entourait Chevardnadze.



*Eduard Chevardnadze*

Avec cette « révolution » il n'était plus permis à Poutine d'hésiter : Washington n'avait pas l'intention d'accepter l'influence russe dans les États étrangers voisins en échange d'une collaboration dans d'autres domaines. Sous Chevardnadze, il y avait déjà eu des militaires américains venus pour l'aider dans sa lutte contre « le terrorisme international » (la présence de rebelles tchéchènes dans la vallée de Pankissi). Maintenant la collaboration entre la Géorgie et les USA était devenue plus importante sur tous les plans, le gouvernement géorgien était devenu aux yeux de Moscou (et c'est d'ailleurs vrai) un pion dans la stratégie de Washington pour endiguer l'influence russe sur ses « proches voisins »

## **L'escalade**

Que les tensions allaient se développer était alors tout aussi entièrement prévisible. Il était évident que Saakasjvili allait essayer de faire un coup de force en Abkhazie et en Ossétie du Sud, ce qui pouvait provoquer une escalade dans les conflits. Ce ne sont pas des conflits internes car, aussi bien en Abkhazie qu'en Ossétie du Sud, il n'y a pas de courant important visant à se rattacher à la Fédération de Russie. Que la Russie y répande encore toujours des passeports géorgiens avec prodigalité est pour les dirigeants une preuve évidente qu'il n'est pas question d'envisager l'annexion !

En Géorgie, Moscou a vraiment peu d'autres atouts. Elle a peu d'alliés à Tbilissi, elle peut seulement essayer de freiner l'influence américaine par des moyens de pression. Les moyens de pression principaux sont les livraisons de gaz (et leurs prix) et l'appui donné à l'Abkhazie et à l'Ossétie du Sud. Ces derniers doivent bien comprendre qu'ils sont une monnaie d'échange pour Moscou dans la partie de bras de fer entre Moscou d'une part et Tbilissi et Washington d'autre part. Les mouvements indépendantistes comprennent aussi clairement que Moscou ne se sent pas concernée par le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes mais bien par une politique de puissance.

# L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud face à la Géorgie

- Elisabeth Marescot -

***Depuis la désintégration de la Fédération de Russie, la manipulation et l'écrasement des minorités, ainsi que les guerres locales n'ont cessé de croître et tout particulièrement dans le Caucase. Le Caucase est une entité géographique, ses limites est et ouest sont fixées par la mer Caspienne d'un côté et la mer Noire de l'autre. (Environ 800 km), les zones de montagnes s'étendent en plusieurs barrières successives vers le sud où il est impossible de tracer une démarcation nette. Cette géographie compliquée est une des raisons qui font de cette région une des plus complexes de l'Eurasie.***

Le relief particulier de la région en a fait un lieu refuge pour d'innombrables peuples dont nous ne connaissons pas toujours la proto-histoire. C'est son mystère qui a fait du Caucase le théâtre des grands mythes de l'Eurasie : on passe de la légende de Prométhée qui apporte le feu aux hommes à celle de Noé dont l'arche se serait échouée sur le mont Ararat ce qui fait du Caucase le lieu de naissance d'une humanité régénérée. C'est aussi dans le Caucase que le mot « bonjour » se traduit en tchéchène par « Sois libre ! ». La lutte entre les hommes de la steppe et les montagnards a inspiré Pouchkine et Lermontov, on y décèle la fascination des poètes pour une vie libre et sauvage sur le plan ethnique et linguistique. Le Caucase est une région d'une grande complexité, on y parle plus d'une centaine de langues dont septante langues caucasiennes qui ne ressemblent à aucune autre. Elles n'appartiennent ni à la branche indo-européenne ni à la branche turco-mongole ni à la branche sémitique. Dans l'Antiquité, on disait du Caucase qu'il était la « montagne des langues ». Les deux peuples les plus connus et les plus nombreux sont les Arméniens et les Géorgiens dont l'histoire connue remonte à plusieurs siècles avant Jésus-Christ. La présence russe s'est manifestée dans la région dès le XVI<sup>e</sup> siècle mais elle se heurta à de fortes résistances locales et ce n'est qu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle que les événements se précipitèrent : annexion de l'Ossétie en 1774, de la Géorgie en 1801, d'une partie de l'Arménie fin XIX<sup>e</sup>. La Transcaucasie fut hostile à la révolution bolchevique et elle créa la République démocratique fédérative de Transcaucasie qui se déli-

ta rapidement. En 1922, fut créée par les bolcheviques une République socialiste de Transcaucasie qui fut supprimée dès 1936. Dans le Caucase du nord, les bolcheviques créèrent une république autonome des Montagnards qui dès 1922 fut réduite aux Ossètes et Ingouches et disparut en 1936. L'histoire récente est marquée, depuis la fin de l'Empire soviétique, par le retour des nationalismes et Moscou porte une lourde responsabilité dans la multiplication des conflits ethniques qui ne sont pour les dirigeants du Kremlin qu'un moyen de conserver leur influence sur la région face aux efforts des USA qui se présentent comme une alternative sur le plan économique.

## L'Abkhazie

Pline le Jeune, en son temps, avait mentionné l'existence des Abkhazes. Ce peuple, de langue caucasienne, avait subi des métissages géorgien, grec et même italien et avait fondé sur les bords de la mer Noire un royaume d'Abkhazie qui dura douze siècles. Du VIII<sup>e</sup> au X<sup>e</sup> siècle, l'Abkhazie domine une bonne partie de la Géorgie, au point que les histoires arabes de l'époque donnent le nom d'Abkhazie à l'ensemble du Caucase de l'Ouest, ce qui n'est pas reconnu par les historiens géorgiens qui affirment que l'Abkhazie était la plupart du temps intégrée à la Géorgie et dépendait de la Mingrèlie.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, le royaume abkhaze va survivre au démantèlement du royaume de Géorgie tombé sous la « protection » de l'Empire ottoman, et de nombreux



Carte de Géorgie

Abkhazes vont se convertir à l'islam ce qui explique une émigration importante d'Abkhazes en Turquie quand la pression russe se fit plus importante.

En 1810, les Abkhazes passent sous protectorat russe mais ils gardent une certaine autonomie jusqu'en 1864. Lors de la guerre russo-turque (1877-1878), les deux tiers des autochtones abkhazes s'enfuirent vers la Grèce et la Turquie. Le pays se soulève contre les Russes en 1866 et en 1878. Chaque fois des Abkhazes cherchèrent refuge ailleurs. Ces émigrations constantes font que l'Abkhazie qui au XIX<sup>e</sup> siècle était encore habitée par 90 % d'autochtones ne comptait plus que 15 % d'authentiques Abkhazes à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. La région fut repeuplée par des Russes, des Estoniens mais surtout par des Géorgiens, tous chrétiens qui pour les Abkhazes représentaient une menace religieuse.

Après la fin de l'Empire russe remplacé par l'Empire

soviétique, la Géorgie proclama son indépendance en 1918 ainsi que la fusion des deux pays : Abkhazie et Géorgie mais les Abkhazes refusèrent. En 1921, les institutions abkhazes et géorgiennes fusionnèrent dans un ensemble fédéral ; cela se fit dans le cadre de l'Union transcaucasienne qui rassemblait les différentes républiques de 1922 à 1931, jusqu'à sa dissolution. En 1931, l'Abkhazie perdit son statut d'Etat fédéré à la Géorgie et devient une simple région autochtone. L'identité culturelle abkhaze fut menacée de destruction, les écoles abkhazes furent détruites et la langue géorgienne devint obligatoire. Ce fut aussi une époque de changements d'écriture incessants. En 1926, l'alphabet original fut interdit, en 1929 on adopta l'alphabet latin, en 1937 on imposa l'alphabet géorgien jusqu'en 1954 avant de passer au cyrillique comme dans l'ensemble de l'URSS. La langue officielle fut le russe jusqu'en

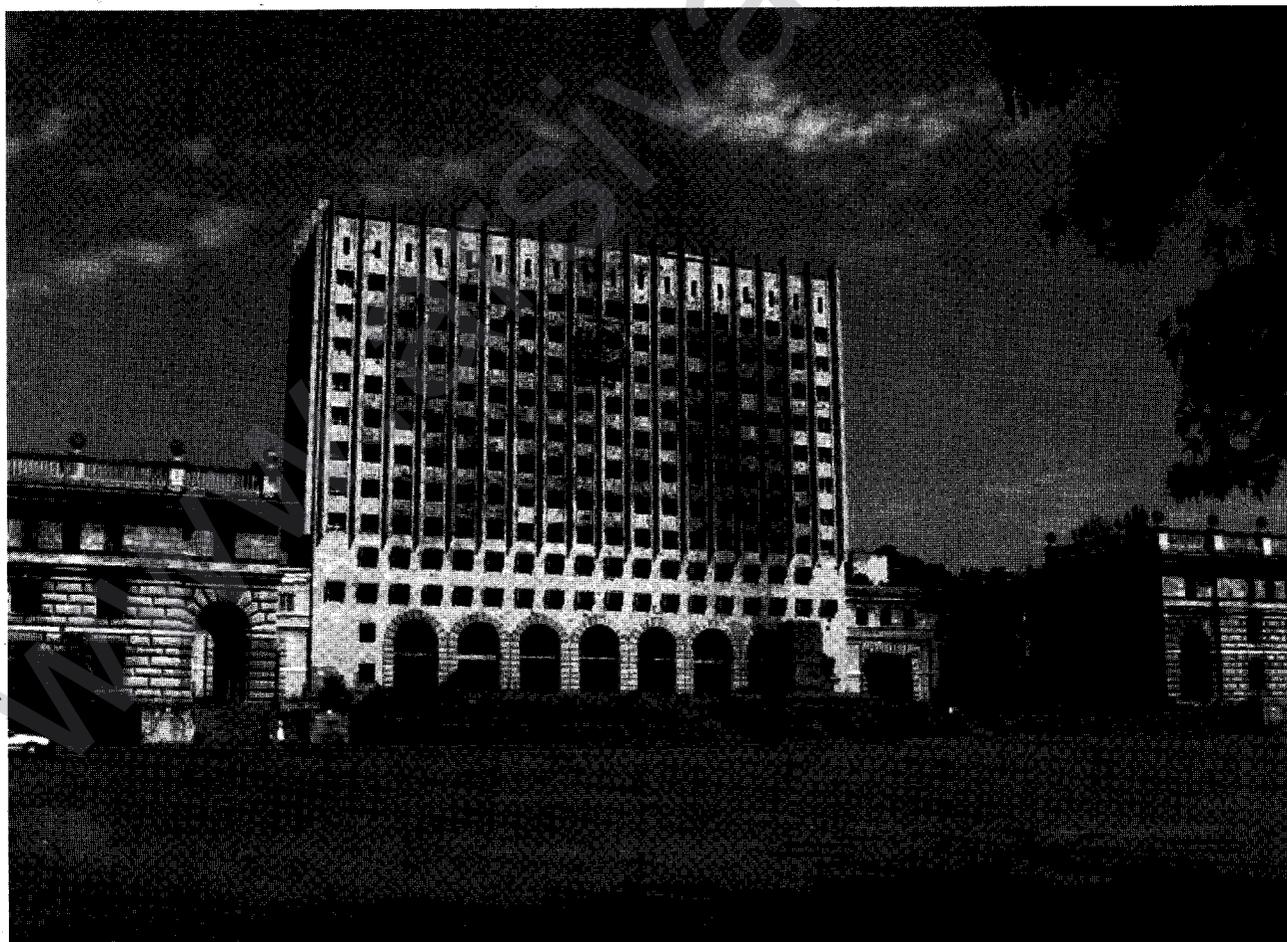
1949, puis ce fut le géorgien.

Pendant la répression stalinienne, ce fut Beria qui fut le chef du NKVD, sinistre prédécesseur du KGB, il envoya des milliers d'Abkhazes à la mort ; c'était un Géorgien d'Abkhazie, dévoré de haine pour le peuple abkhaze. Celui-ci eut le courage de protester et des intellectuels s'adressèrent au pouvoir central mais sans aucun résultat. Les révoltes populaires éclatèrent en 1957, en 1968, en 1977. En 1988, avec la Perestroïka, l'Abkhazie se transforma en véritable chaudron. Les combats de rue, les manifestations devinrent incessantes entre les Géorgiens et les Abkhazes qui craignaient de perdre leur statut d'autonomie obtenu en 1931 et toujours existant même s'il fut souvent menacé dans les faits. Gamsakhourdia avait annoncé dans son journal « Iberia » que si le peuple géorgien le trouvait nécessaire, on ferait couler le sang en Abkhazie. Ce fut le détonateur, en avril 1989, une imposante manifestation géorgienne fut réprimée par les forces soviétiques. Les leaders géorgiens de Tbilissi utilisèrent le problème abkhaze pour se saisir du pouvoir et réalisèrent l'union autour d'eux. Gamsakhourdia qui était mingrèle et compre-

nait l'abkhaze essaya de désamorcer le conflit, il y eut un répit qui dura peu de temps puisqu'en juin 1989, les manifestations d'Abkhazes à Soukhoumi durèrent plusieurs semaines ce qui provoqua des contre-manifestations géorgiennes qui soutenaient Tbilissi. Cela dura jusqu'en juillet, il y eut des morts. Les Abkhazes se tournent alors vers Moscou. En 1991, ils créent un bloc politique « Union » qui vise l'appartenance à l'URSS alors que la Géorgie se considère comme un État indépendant, ce qui devient officiel, le 31 juillet, lorsque la Géorgie est admise à l'ONU.

L'Abkhazie reste liée à la Géorgie mais Tbilissi lâche du lest et organise des élections locales. Les Abkhazes, bien que minoritaires, obtiennent une majorité de sièges au sein de la république autonome, ce fut possible en ressuscitant un système ancien qui donnait automatiquement la majorité aux Abkhazes. Un accord fut signé, le président devait être un Abkhaze, le Premier ministre un Géorgien, mais rien n'était réglé dans les faits, car les Arméniens et les Russes, tout aussi présents avaient été oubliés. Plus rien ne fonctionne et les hostilités

*Le parlement gouvernemental d'Abkhazie, détruit au cours de l'offensive du 27 septembre 1993.*



parlementaires débutent dès le 6 janvier 1992 car les accords ne sont pas respectés. Les Abkhazes s'affirment d'autant plus facilement que Gamsakhourdia vient d'être renversé par un putsch. Le débat politique n'arrête pas de se dégrader, les accords ne s'appliquent pas. Alors que dans toutes les républiques de l'ex-Union soviétique, on honnit ce qui rappelle le régime bolchevique, les dirigeants abkhazes regrettent le passé et, à Soukhoumi, la statue de Lénine reste en bonne place.

L'Abkhazie se lance dans une lutte ouverte avec Tbilissi autant pour le contrôle politique que le contrôle économique. A l'époque, grâce à son climat chaud l'été et doux l'hiver, on peut y cultiver les plantes exotiques : du thé au kiwi. Le littoral de la mer Noire, bien aménagé est un atout touristique qui permet des séjours en montagne ou des vacances balnéaires. Il y a de grands ports maritimes qui occupent une position stratégique entre la Russie et la Turquie. Le sous-sol est riche en cuivre, en argent, en pierres de construction. Les premières mesures abkhazes furent donc dirigées contre la captation des ressources par Tbilissi qui les revendique. Le président élu d'Abkhazie : Ardzinba se cherche des alliés car la tension monte, il se rend en août 1992 en Turquie mais celle-ci n'a aucun intérêt à entrer dans le conflit, la Géorgie est un bon client avec ses sept millions d'habitants. De plus la colonie abkhaze (500.000) vivant en Turquie est bien intégrée. Elle se contente donc de recevoir fort civilement le président mais celui-ci se heurte à l'indifférence de ses hôtes. Les troupes géorgiennes sont postées à la frontière abkhaze et les deux camps se préparent à la guerre. Le 14 août 1992, la Garde nationale géorgienne entre sur le territoire abkhaze et la Garde nationale d'Abkhazie riposte. Les Géorgiens étaient encerclés à Soukhoumi et le 18 août, Kitovani, à la tête de la Garde nationale géorgienne entra à Soukhoumi alors qu'Ardzinba et les députés abkhazes chassés se réfugiaient à Goudauta, proche de la frontière russe. La résistance tenait bon et la position militaire des Géorgiens fut affaiblie par le renfort de volontaires du Caucase du Nord qui se joignaient aux Abkhazes, même des Cosaques y participèrent. Des deux côtés, furent perpétrés des viols, des exécutions sommaires. Un jeune colonel géorgien devenu ministre de la Défense menaçait de rayer les Abkhazes de la carte. Le 27 juillet 1993, un accord de cessez-le-feu fut signé à Sotchi sous l'égide de la Russie, mais la guerre reprit le 18 septembre sous l'impulsion des Géorgiens. Le 27, Ardzinba décréta la mobilisation



*Mikhail Saakashvili*

générale et reprit Soukhoumi. Cette prise fut une véritable catastrophe humanitaire, des massacres de civils perpétrés par une soldatesque ivre de sang, de désir de pillage et de vengeance. L'immense majorité des Géorgiens fut contrainte à s'enfuir. Le nettoyage ethnique se passa dans l'indifférence générale ce qui devient habituel au XX<sup>e</sup> siècle, un siècle assassin. Tbilissi mit en place un pont aérien par hélicoptère mais, sur le plan militaire, sa défaite était consommée. Avec l'aide de la Russie, grâce au ralliement de Chevardnadze à la CEI, le rapport des forces s'inversa, trois mille russes se déployèrent sur la rivière Ingouri entre les Géorgiens et les Abkhazes. De fait, contrairement à l'effet espéré, Ardzinba proclama l'indépendance abkhaze fin 1994. Et l'Abkhazie devient un État autoproclamé et indépendant de facto. L'Abkhazie indépendante n'était plus qu'un territoire en lambeaux. Le conflit a fait plus de 10.000 morts et 250.000 déplacés. Après le cessez-le-feu, une mission d'observation des Nations Unies (Monug) se déplace et maintient la paix sous l'égide de la CEI.

En 2006, il y a un regain de tension après l'intervention des forces géorgiennes dans la vallée de Kodori. L'Abkhazie qui avait encore 550.000 habitants en 1989 dont 17% d'Abkhazes et 48% de Géorgiens n'en compte plus qu'environ 200.000 dont 45% d'Abkhazes et 25% de Géorgiens. Cette chute de population limite les possibilités de développement de la République ; pour que Soukhoumi redevienne le grand centre touristique qu'elle a été ou un grand point de passage par lequel la Russie pourrait commencer avec le sud du Caucase, l'Iran et la Turquie, il faudrait du monde. L'Abkhazie devra choisir entre l'assimilation à d'autres peuples de la Fédération de

Russie et la création d'un État décentralisé avec la Géorgie. Elle connaît un régime ethnocratique qui représente un seul peuple et non l'ensemble de la population du territoire. Les Abkhazes sont la minorité dominante soutenue par les Arméniens et les Russes qui vivent sur place. La volonté des Abkhazes les dresse contre les Géorgiens mais leurs relations avec la Russie sont ambiguës car on se méfie de la puissante voisine. Que serait l'avenir du peuple abkhaze avec ses 100000 habitants noyés dans les 140 millions d'habitants de la Fédération de Russie ? Il est évident que le problème essentiel pour la population abkhaze est la menace d'extinction ethnique ; le président Sergueï Bagapch, successeur d'Ardzinba parle de plus en plus d'un rapatriement des descendants des Abkhazes, les Mouhadjirs (exilés volontaires) habitant la Turquie. Leur retour, même partiel serait la seule façon de sortir de la dramatique impasse démographique. On estime que le retour de cinquante mille d'entre eux serait suffisant or ils sont cinq cent mille en Turquie où ils ont un représentant : Radji Avidzba. Ils possèdent d'importants capitaux et occupent un rang assez élevé dans la hiérarchie sociale en Turquie et même en Jordanie où ils ont constitué avec les Tcherkesses la garde rapprochée du défunt roi Hussein. Le président s'est rendu à plusieurs reprises en Turquie pour rencontrer les représentants de la diaspora mouadjire et discuter avec elle d'éventuels investissements dans l'économie abkhaze. Avant le conflit abkhazo-géorgien (1992-1994), un petit groupe est arrivé en Abkhazie et un autre a visité Soukhoumi après la guerre mais la situation économique désastreuse du pays leur fait peur. L'éventualité (peu probable) du retour alarme les Géorgiens mais aussi les Arméniens installés en Abkhazie. Ils insistent sur le fait que les rapports arméno-turcs sont tendus et ils pensent que même



*Manifestation anti-Géorgienne*

cinquante mille Mouhadjirs pratiquant un islam moins modéré que celui des autochtones abkhazes poserait de sérieux problèmes

## **L'Ossétie du Sud**

« Ossète » est la francisation de la forme russe « ose-tin » qui est une transposition du géorgien « ovs-e-i », pays des Os ou As. Mais les Ossètes s'appellent eux-mêmes « Ir » forme dérivée de Ari (Aryen) et appellent leur pays Iron de l'ancien Ariana.

Les appellations sont clairement explicites, les Ossètes sont un peuple d'origine iranienne et sont cousins des Kurdes. Ils sont les derniers survivants des tribus Scythes et Sarmates qui ont régné sur la région plusieurs siècles (VII<sup>e</sup>-VI<sup>e</sup>) avant notre ère. Ils sont rejoints, plus tard, par d'autres tribus iraniennes dont les Alains qui vont occuper la steppe nord-caucasienne mais qui seront repoussés au V<sup>e</sup> siècle par les hordes turques (Huns – Bulgares - Tatars) et ils vont se séparer en deux groupes, l'un se joint aux Vandales et après avoir traversé toute l'Europe, on les retrouve au Maghreb, d'autres restent entre Kouban et Caucase. Ce sont ces diverses tribus qui sont les ancêtres des Ossètes et fondent l'Alanie. Ils vont construire un État féodal important qui entretient des relations avec Byzance, la Géorgie et la Russie. Le patriarche byzantin Nicolas le Mystique les convertit au christianisme au X<sup>e</sup> siècle.

L'invasion tataro - mongole aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles réduit encore le territoire de l'Alanie limitée dorénavant à l'actuelle Ossétie. Une partie des Ossètes va suivre les Mongols et s'installer en Hongrie sous le nom de lasses. Eux dont les ancêtres ont occupé de vastes territoires de l'Altaï au Danube (Scythes) sont réduits à vivre dans d'étroits défilés dans les montagnes du Caucase. Ils vont finir par franchir le Caucase et s'installent sur son versant sud.

Les royaumes de Géorgie et d'Alanie vont entretenir d'étroites relations. David-Soslan, fils du roi ossète et élevé à la cour de Géorgie va épouser la plus grande souveraine de l'histoire géorgienne : la reine Tamar. Quand tout le Caucase du Nord fut converti à l'islam sunnite par les Ottomans au XVII<sup>e</sup> siècle, les Ossètes restèrent chrétiens ce qui rapprocha encore les deux peuples dont les traits culturels étaient largement communs. Dans les régions de Tskhinvali et Znauri, nombre de mariages mixtes se sont faits. C'est l'arrivée des Russes qui va modifier leur proximité. L'Ossétie est annexée en 1774, la Géorgie ne sera

unie à la Couronne qu'en deux étapes : 1801 et 1810. C'est l'époque où les Russes fondent Vladicaucase (Ossétie du nord) afin de s'assurer une place forte sur la route qui mène à Tbilissi. À la chute de l'Empire tsariste, les bolcheviques décident en 1922 d'intégrer l'Ossétie du Sud à la Géorgie en tant que région autonome. Les Ossètes s'y opposent et une répression sévère accompagnée de massacres a lieu. La garde nationale géorgienne sous le commandement de Djougeli exécute plusieurs milliers d'Ossètes dont des femmes et des enfants. A l'époque soviétique, la barrière culturelle entre les deux peuples progresse. L'alphabet latin est remplacé, en 1938, par l'alphabet géorgien au sud et le cyrillique au nord. Curieusement, le maintien de la culture ossète se maintient mieux en Ossétie du Sud qu'en Ossétie du Nord très largement russifiée et la langue fait preuve d'une grande vitalité à Tskhinvali : journaux, maisons d'édition, radio, théâtre. Par contre « L'Histoire des Ossètes » du colonel Gouchmazov est interdite en 1988 car elle critique le point de vue géorgien sur l'Histoire. Des poètes, des écrivains, des historiens sont privés de travail. Pendant la Perestroïka, le mouvement national ossète prend forme en 1986 avec la création du Forum populaire. Son secrétaire, Alan Chochiev, prend des positions anti-géorgiennes et milite pour le séparatisme alors qu'à la même époque, le nationalisme géorgien se fige. En 1989, on prévoit même d'imposer le géorgien comme seule langue officielle, une exception est prévue pour l'Abkhazie mais pas pour l'Ossétie du sud, le projet n'est pas adopté. Le pouvoir géorgien envisage alors de réorganiser les arrondissements pour que les Géorgiens soient moins minoritaires en Ossétie. Les Ossètes se sentent progressivement minorés dans leur propre pays. En mai 1989, les Ossètes manifestent pour la première fois dans Tskhinvali et s'en prennent à tout ce qui rappelle les Géorgiens : drapeaux, emblèmes etc... Le conflit est inévitable et prend un caractère institutionnel le 17 novembre 1989, lorsque les députés décident de transformer leur région autonome en république autonome placée sur le même plan que l'Abkhazie mais la Géorgie s'y oppose formellement et les Géorgiens se rendent à Tskhinvali pour manifester. Pour les Ossètes, c'est intolérable et c'est le début de la guerre civile. Les forces de l'intérieur soviétiques empêchent les Géorgiens d'entrer dans la capitale, ils n'ont pas d'autre solution que de rentrer à Tbilissi. Pour les Ossètes, la manifestation manquée des Géorgiens est vécue comme une agression. Dès

décembre, les incidents se multiplient : bétail volé, passages à tabac etc....En avril 1990, à Tbilissi, on décide d'annuler tous les actes juridiques adoptés pendant l'ère soviétique. Les Ossètes prennent peur et le 20 septembre, ils transforment la région autonome en république soviétique démocratique d'Ossétie du Sud et décrètent de nouvelles élections pour le 9 décembre. Proclamation inacceptable pour la Géorgie qui y voit la main de Moscou. Il est pourtant vrai que les Ossètes se sont adressés au Kremlin qui ne leur a donné que des garanties verbales de sécurité.

Les élections ont lieu le 9 décembre et les nationalistes ossètes obtiennent une large majorité et ils portent à la présidence Thorez Koulumbekov, un ancien instituteur. Les Géorgiens d'Ossétie concentrés dans la région d'Aghalgori contestent le résultat des élections et, le 11 décembre, la Géorgie abolit l'autonomie ossète et crée deux régions : Tskhinvali et Djava. Ce qui est pour l'Ossétie une véritable déclaration de guerre. Les Géorgiens affirment que les Ossètes sont récemment descendus du versant nord du Caucase et contestent, sur le plan historique, leur droit à la possession de l'Ossétie du Sud ; les Ossètes sont, pour eux, des usurpateurs. Cette lecture très discutable de l'Histoire mène au drame. Les événements s'enchaînent, la guerre commence le 6 janvier quand des miliciens géorgiens (plusieurs milliers) attaquent Tskhinvali. Du côté ossète, chaque quartier, chaque syndicat organise sa milice. L'Ossétie peut compter sur plus de 6.000 hommes, armés par les Russes, les Azéris et les Arméniens.

Les combats durent vingt et un jours. Les Géorgiens réagissent avec brutalité et ouvrent, le 6 janvier, le feu sur les civils sans défense. On enlève et torture des femmes et des enfants qu'on viole et on châtie même les garçons. Des villages entiers sont incendiés. La Pravda, après enquête, prouve que parmi les miliciens géorgiens se trouvait la lie de la société, des criminels endurcis qui avaient été utilisés. Les exactions sont le fait des deux parties et c'est une guerre sans aucune règle qui se déroule.

Le 7 janvier, Gorbatchev réagit et exige le retrait de toutes les milices à l'exception des troupes relevant du ministère de l'Intérieur de l'URSS. Le texte n'est pas appliqué. Après trois semaines, les autorités géorgiennes rappellent leurs miliciens ; c'est le cessez-le-feu mais elles piègent Koulumbekov et l'arrêtent le 29 janvier 1991, ce ne sera qu'en janvier 1992 qu'il sera libéré. Les troubles continuent dans les villages où on s'entretue village contre village. Selon l'Ossétie du Nord, plus de 100.000 réfugiés se sont retrouvés



*La plage de Souhkoumi*

sur leur territoire mais après le cessez-le-feu la majorité des Ossètes retournent en Ossétie du Sud. Les Géorgiens revendiquent quant à eux 10.000 réfugiés. A l'arrivée d'Eltsine au pouvoir en Russie en juin 1991, les Ossètes demandent la réunification de l'Ossétie du Sud à la Russie et ils organisent un référendum début 1992 qui confirme la volonté de la population de rejoindre la Russie. Mais tout cela sans aucun succès. Les Ossètes du Nord n'ont pas vraiment aidé leurs frères de race, ils ont été plus que prudents. Dès l'arrivée au pouvoir de Chevardnadze, on eut un changement chez les Géorgiens et le 13 mai 1992, le nouveau Président se rend à Tskhinvali pour entamer des négociations. Les résultats ne sont pas ceux qu'on a escomptés. Les affrontements armés vont recommencer, la Garde nationale de Kitovani (Géorgien nationaliste) se lance dans de nouvelles opérations meurtrières. La guerre se rallume avec encore plus d'intensité et fin juin 1992, il ne reste plus que cinq mille personnes à Tskhinvali. De nombreux Ossètes sont partis en Ossétie du Nord, la région la plus prospère du Caucase-nord. Le 20 juin 1992, sous la pression de Boris Eltsine et des Américains qui commencent à pointer leur nez dans la région, des négociations aboutissent à Dagomys sur la mer Noire et la paix revient presque par miracle grâce à l'arrivée des

Russes, force d'interposition qui surveille l'armistice. La situation de l'Ossétie du Sud est, comme en Abkhazie, due à un problème crucial, celui d'une démographie très défallante. Cette population est ethniquement menacée. Avant la guerre, il y avait environ 100.000 personnes en Ossétie, actuellement il n'y en a plus que 60.000 environ, dont un tiers de Géorgiens et l'exode se poursuit. Selon Djikaev, conseiller du président d'Ossétie du Sud : « un jeune sortant du lycée a deux possibilités soit entrer dans l'administration soit partir en Ossétie du Nord ». Le souci de faire perdurer leur nation pousse les Ossètes du Sud à une plus grande fusion avec la Russie ce qui signifierait l'union avec l'Ossétie du Nord. Le dernier référendum de 2006 sur l'indépendance et l'élection présidentielle a démontré qu'il y a une dualité de pouvoir en Ossétie du Sud. L'un « séparatiste » par rapport à la Géorgie surtout présent à Tskhinvali, l'autre « alternatif » à Akhalgori. C'est le président sortant Edouard Kokoity qui a gagné, soutenu par la Russie. Mais le courant « alternatif » a fait irruption dans la course avec Dimitri Sanakoev, ex-Premier ministre. Ce dernier est mieux apprécié par les Géorgiens qui cependant se méfient de lui. Sanakoev est constructif selon eux quand il affirme : « Il ne doit plus y avoir de guerre entre nous ».

Pour les Abkhazes et les Ossètes, la seule solution serait des relations d'association avec la Fédération de Russie sans devenir des « membres associés ». L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud voudraient bénéficier d'une reconnaissance internationale mais pour les Abkhazes, la création d'administrations pro-géorgiennes dans les gorges de Kodori handicape leur projet. De plus la Russie n'apprécie pas l'idée d'une indépendance reconnue par l'ONU qui provoquerait le protectorat sur les deux pays et l'envoi de forces internationales. Aux yeux des Américains qui essayent d'augmenter leur influence dans la région, les problèmes politiques de l'Abkhazie et de l'Ossétie sont une conséquence des efforts des dirigeants locaux démocratiquement élus pour mettre un terme aux guerres larvées qui paralysent la région. Leur but est de construire des États souverains capables de s'ouvrir aux marchés européens. La Russie craint que les pressions exercées sur elle pour qu'elle retire ses troupes de la région n'ait qu'un seul but : l'évacuer complètement de la région au profit des USA et de l'Europe.

Poutine espère réimposer un système hégémonique rappelant son empire du XIX<sup>e</sup> siècle, cela lui permettrait de tirer les ficelles de la « démocratie » et surtout de contrôler les économies des États voisins et ce, à travers la Communauté des États indépendants (CEI). L'Occident propose une recette très différente et séduisante pour les petits États de la mer Noire afin d'installer la démocratie et le libéralisme et ainsi leur assurer une position d'égalité au sein de l'OMC, l'OTAN et même l'UE. La Russie s'apprêterait donc à subir une nouvelle défaite humiliante, la seconde en une génération.

En fait, il y a plusieurs parties qui sont engagés dans l'imbroglie actuel : Géorgie, Ossétie du Sud, Abkhazie, Russie et Occident (USA). Le 20 octobre 2006, à Lahti (Finlande) Vladimir Poutine a accusé, lors de sa rencontre au sommet avec les dirigeants de l'Union Européenne, son homologue géorgien Mikhaïl Saakasjvili de préparer un « bain de sang » en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Le 13 octobre, le Conseil de sécurité avait demandé à Tbilissi de respecter le cessez-le-feu de 1994.

Les relations entre la Géorgie et la Russie sont en pleine crise. Vladimir Poutine quand il parle de la situation actuelle du Caucase et de la Géorgie n'a pas peur de dire qu'on est en présence de « terrorisme d'État » appuyé par des « sponsors étrangers » et Moscou prend donc des mesures de rétorsion : suspension des liaisons aérienne, ferroviaires, maritimes

ainsi qu'un embargo sur les importations et une menace sur les transferts financiers. Cela s'accompagne d'une chasse aux Géorgiens dans l'ensemble de la Fédération. D'autre part, la tension avec l'Abkhazie et encore plus avec l'Ossétie du Sud où les incidents de frontière se multiplient, n'améliore pas la situation. Le président géorgien Saakasjvili se sent soutenu par les USA et surtout par l'administration Bush. Cette année, à deux reprises, le Parlement géorgien a exigé le retrait immédiat des forces russes qui maintiennent la paix en Abkhazie et en Ossétie du Sud et leur remplacement par des forces de paix internationale, mais l'Abkhazie et l'Ossétie du sud ne sont pas d'accord car ce qu'elles veulent c'est une reconnaissance internationale. L'intérêt des USA pour la région du Caucase et de l'Asie centrale n'est pas gratuit. Ils ont un œil sur les richesses en gaz et en pétrole de cette zone politiquement instable qui forme la charnière de la Russie, de l'Europe et de la Chine. Ils veulent y développer leur influence économique et cela inquiète la Russie. Ce n'est pas les négociations en vue de l'adhésion de la Géorgie à l'OTAN qui vont calmer le jeu. La Russie a cependant encore des atouts dans sa manche car Saakasjvili est de plus en plus contesté par l'opposition géorgienne qui lui reproche ses dérives autoritaristes et il est certain qu'à tout prendre les leaders séparatistes Bagapch (Abkhazie) et Kokoïty (Ossète) qui prévoient une détérioration encore plus accentuée de leurs relations avec Tbilissi préfèrent la tutelle de la Russie qui les a toujours plus au moins protégés.

Vladimir Poutine a rappelé à son homologue américain Bush qu'un encouragement à la « politique destructive de la Géorgie » provoquerait la déstabilisation de la région. Ceci a incité Saakachvili à appeler les Géorgiens de Russie à revenir dans leur patrie.

Naturellement, la Russie peut aussi utiliser ses hydrocarbures comme arme énergétique. Pour elle, le Caucase est une nouvelle incarnation des Balkans où le plus fort gagne. Dans le meilleur des cas, si on laisse faire la Russie, la région n'aura qu'une issue, se replier sur elle-même et oublier tout espoir d'un développement économique. L'Europe et les USA vont se sentir obligés de réagir et travailler malgré leurs réticences la main dans la main. Ils devront investir la région en leur permettant d'asseoir leurs démocraties. C'est sans doute dans cette optique que les nouveaux projets de Gazoducs vers la Turquie sont tellement soutenus par eux. Cela se fera-t-il dans la paix, et pour l'Abkhazie et pour l'Ossétie du Sud ? Il faut l'espérer !

# Gazprom : l'atout majeur de la Russie ou la pièce maîtresse de Vladimir Poutine

- Louise Ruelle -

*Quand on examine, sur le plan géopolitique, la partie qui se joue entre les USA, l'UE, la Russie, la région du Caucase et la Turquie, on ne peut s'empêcher de penser que ce qui est en jeu, c'est la maîtrise de l'Energie et certainement pas des idées généreuses comme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'application des droits de l'homme !*

Nous sommes confrontés à un immense jeu d'échecs où chaque pion déplacé relance une curieuse partie avec plusieurs partenaires qui se passent la main. On peut se demander qui mène la danse même si le pouvoir de la Russie via Gazprom paraît s'imposer. En 2006, en janvier pour l'Ukraine, en décembre pour la Biélorussie, le géant gazier russe a montré sa puissance et aussi sa capacité de nuire aux Européens. Il est l'instrument privilégié de la stratégie dessinée par Vladimir Poutine qui rêve d'une Russie à nouveau impériale et maintenant son joug sur ses anciens partenaires.

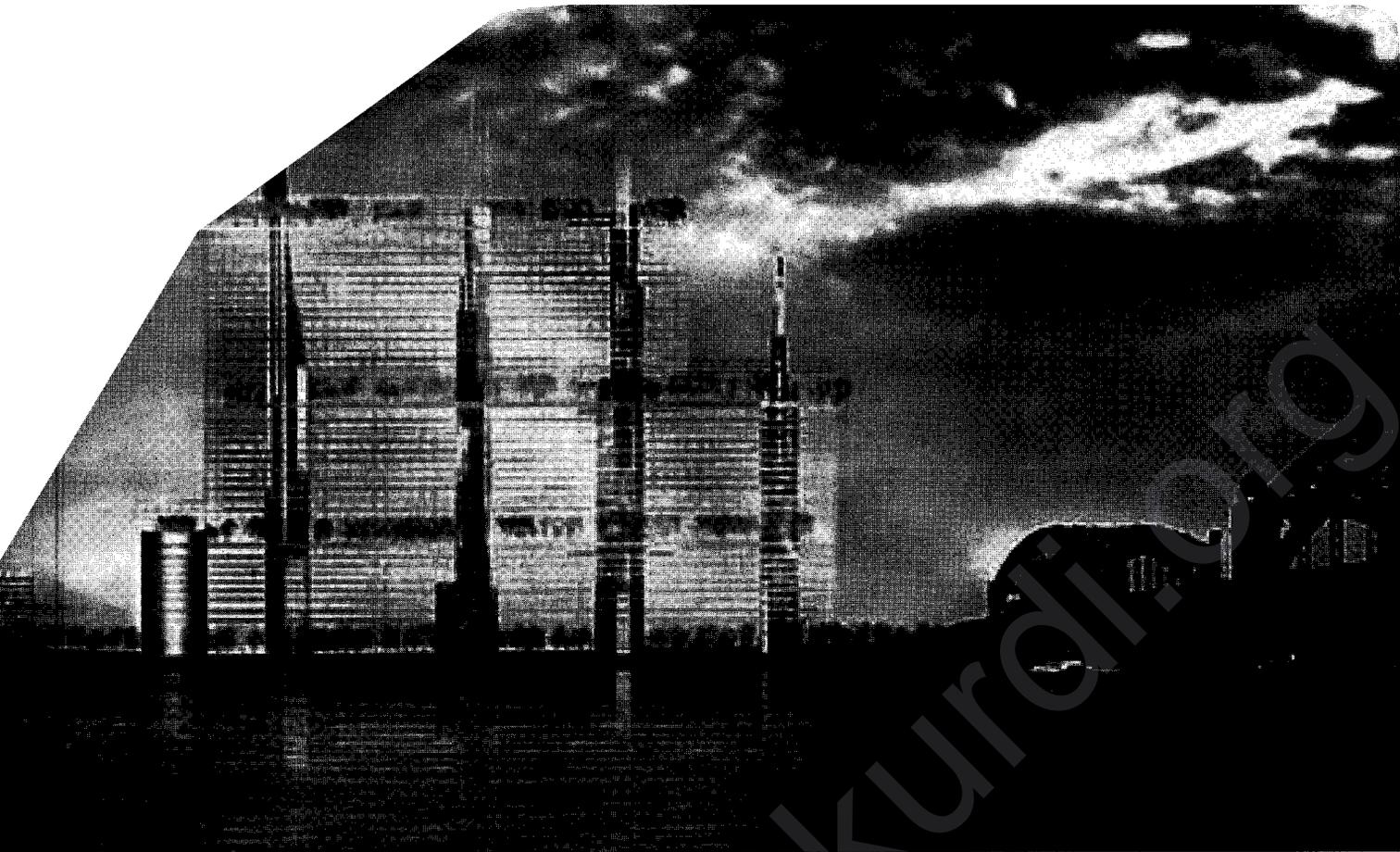
## **Gazprom**

Gazprom a survécu au processus impitoyable qui a mis fin au système de monopole d'État qu'elle a connu pendant l'ère soviétique. Le consortium gazier d'État, ainsi nommé en 1989, quand il remplaça l'ancien ministère de l'Industrie gazière donna naissance à Gazprom en 1990, il fut transformé en société par actions en 1992 mais l'État s'y réserva un contrôle majoritaire : Son premier patron, Viktor

Tchernomyrdine, également Premier ministre, protégea son entreprise et utilisa sa puissance financière à des fins obscures, officiellement déficitaire l'entreprise générerait en fait de plantureux bénéfices dont l'État ne voyait pas la couleur. Malgré tout, à l'époque d'Eltsine, Gazprom était la seule entreprise qui contribuait aux caisses de l'État russe et cela en toute opacité. Gazprom finançait les campagnes électorales de ses amis notamment en 1995, lorsque le Kremlin créa le parti « Notre maison, la Russie » que d'ailleurs les Russes rebaptisèrent en privé « Notre maison Gazprom », le parti ne connut pas le succès attendu mais se mua en lobby important. Gazprom ne fut pas touché par les « jeunes réformateurs » et garda son statut de monopole.

Dès 1999, quand Poutine arriva à la présidence, il envahit progressivement le géant gazier en y casant ses proches. En mars 2001, Rem Viakhirev qui succédait à Tchernomyrdine fut destitué et remplacé par Alexei Miller dont la loyauté vis-à-vis du Kremlin était notoire. Il mit de l'ordre parmi les dirigeants et fixa un objectif : reprendre le contrôle de tous les mouvements financiers du groupe.

Le président du conseil d'administration est Dimitri

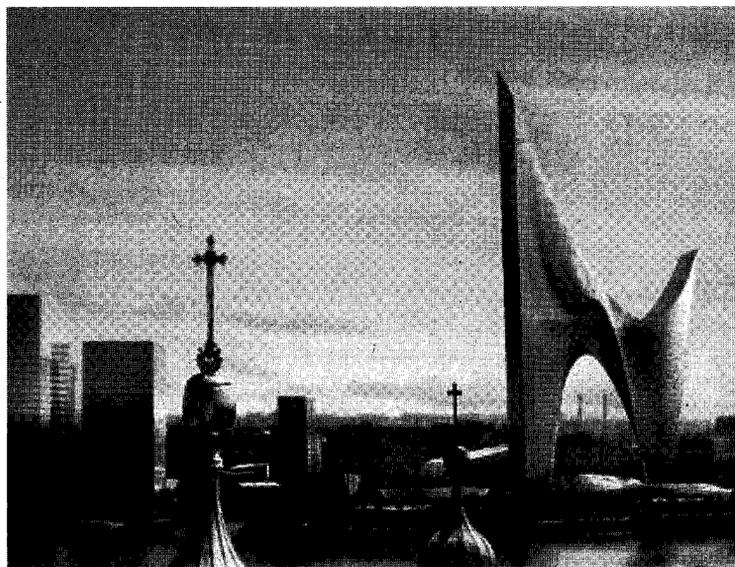


*Le projet Gazprom City*

Medvedev mais il est aussi vice-Premier ministre ; âgé de 41 ans, il est considéré comme dauphin de Poutine pour la présidentielle de 2008. Celui-ci ne peut pas briguer légalement un troisième mandat et s'installer à la tête de Gazprom lui conviendrait ; cet objectif étant clair, il est évident que ce qui compte pour Vladimir Poutine, c'est d'augmenter son emprise politique sur le géant gazier. La ligne était toute tracée quand en 2003, Poutine parla de Gazprom comme « l'instrument contribuant à rétablir l'influence économique et politique de la Russie dans le monde ».

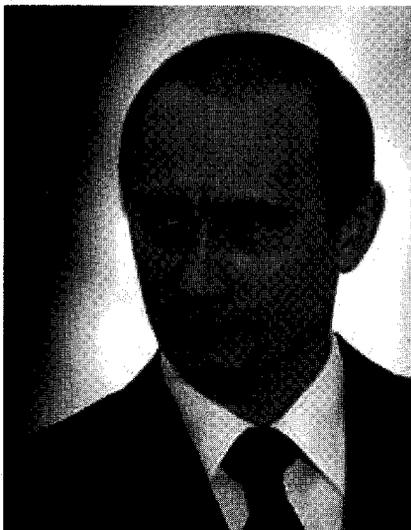
Ce sont les anciens satellites de l'époque soviétique qui ont subi les premiers le chantage. L'opération a consisté à renforcer leur dépendance par rapport au gaz russe (contre l'effacement d'une partie des dettes comme en Moldavie ou en Arménie) puis de reprendre le contrôle des gazoducs en direction de l'Europe. En ce qui concerne les républiques d'Asie centrale (Ouzbékistan – Kazakhstan – Turkménistan) la tactique russe consiste à les rendre dépendantes du réseau des gazoducs de Gazprom en contrant la construction des gazoducs alternatifs en direction de

l'Europe. Le but clair pour Poutine est de livrer le gaz aux foyers allemands, français, britanniques.....et donc de rendre l'Europe complètement dépendante. Pour cela, il faut passer par l'Ukraine, la Biélorussie et, plus difficile, par la Pologne. Gazprom c'est Poutine ! Poutine c'est Gazprom !

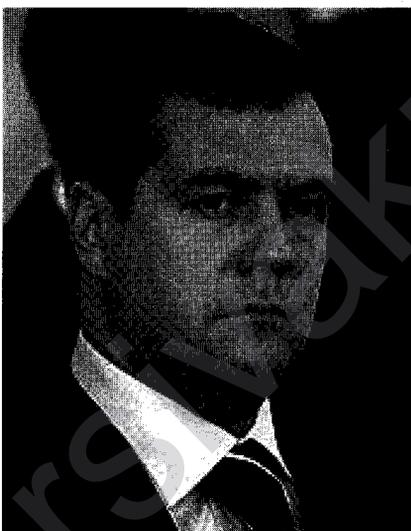


## L'alternative du gazoduc caucasien ?

Paradoxalement, c'est dans la petite Géorgie que se trouve peut-être une réponse au monopole de Gazprom et ce n'est pas pour ses beaux yeux que la Géorgie se trouve courtisée par les USA et l'UE. En décembre 2006, la Géorgie a connu un différend tarifaire avec le gazier russe ; du jour au lendemain, Gazprom supprima ses tarifs préférentiels et exigea 235\$ pour 1000 m3. Début 2006, elle avait déjà doublé la facture passant de 60 à 120\$. Mikhaïl Saakasjvili a refusé de céder à la pression, cela a placé le pays dans une situation difficile et il a fini par s'incliner, mais, en janvier 2007, il a signé avec l'Azerbaïdjan et la Turquie des contrats de livraison de gaz en provenance du gisement de Chakh-Deniz (mer Caspienne). C'était la première fois que la Géorgie pouvait se passer du gaz russe. La Géorgie espère aussi remplacer le gaz russe par le gaz iranien mais les USA s'y opposent farouchement car une coopération entre le Caucase et l'Iran est inacceptable aux yeux de Bush.



*Vladimir Poutine*



*Dimitri Medvedev*

Les pays d'Asie centrale quant à eux, ils sont encore tributaires de gazoducs contrôlés par la Russie, sont raccordés depuis 1997 à l'Iran et signent des accords de livraison à la Chine via un pipeline qui devrait être achevé en 2009. L'Europe, quant à elle, espère un gazoduc amenant le gaz d'Asie Centrale et acheminé via la Bulgarie et la Turquie.

Un autre projet de gazoduc passant par le Caucase et aboutissant au port de Ceyhan en Turquie arrangerait tout le monde en Europe. Un consortium occidental sous l'impulsion de Washington espère beaucoup de cette route alternative, le projet prévu est un pipeline pétrolier reliant Bakou (Azerbaïdjan) - Tbilissi - Ceyhan. Il serait doublé d'un gazoduc. Ce serait naturellement une bonne solution pour l'UE qui ne serait plus aussi dépendante de la Russie mais le projet est difficile à réaliser dans ses régions encore toujours très contrôlées par la Russie. Le gazoduc Bakou-Turquie n'est encore qu'un projet et il est fort à parier que Gazprom va intensifier son action en étendant ses tentacules même financières sur le secteur gazier donc sur l'Europe.

# Le Turkménistan : terre charnière entre l'Asie centrale et le monde iranien

- Xanthippe -

**Saparmourad Niazov, un autocrate au pouvoir sans partage, est mort le 26 décembre 2006. C'était le dictateur qui régnait sur le Turkménistan, un territoire qui suscite de plus en plus d'intérêt en Occident, car il regorge de gaz naturel, on a parlé de 3000 milliards de m<sup>3</sup> prouvés et on y a découvert un nouveau gisement qui au dire de Niazov contiendrait 7000 milliards de m<sup>3</sup>.**

## Situation géographique et historique



La carte de Turkménistan

Le pays a comme frontière au Nord le Kazakhstan et l'Ouzbékistan avec qui il partage l'Amou-Daria, à l'Est se trouve l'Afghanistan, au Sud l'Iran et à l'Ouest la mer Caspienne. Il s'étend sur 488.100 km<sup>2</sup> dont 80 % forment le désert du Karakoum, un des plus désolés de la planète. On évalue sa population à 4.794.000 habitants, mais il faut savoir que ce chiffre est sujet à caution, en tous cas les Turkmènes ne sont pas plus de 5.000.000.

La capitale du pays est Achkhabad. La population est composée à plus de 90 % de Turkmènes qui faisaient partie des tribus turques nomades d'Asie Centrale. Ils appartenaient à la confédération des Oghuz qui tirait son nom de l'ancienne confédération des « Neuf Oghuz » (Tokuz-Oghuz) qui s'était constituée dans le nord de la Mongolie au début du VII<sup>e</sup> siècle. Leurs activités étaient essentiellement pastorales et guerrières. Ils nomadisaient en Asie centrale et leurs traditions conservaient un genre de vie où coexistaient des valeurs morales dont la principale était la bravoure et des croyances païennes de type chamanique. Au V<sup>e</sup> siècle, les Oghuz se fixent entre l'Aral et la Caspienne où ils s'islamisent assez lentement. À la fin du même siècle, une importante fraction d'entre eux suit les Seldjoukides en Iran et en Turquie actuel-

le, c'est à la même époque qu'apparaît le mot « Turkmen » chez les auteurs arabes qui désigne les Oghuz restés en Asie centrale. Ils participèrent aux luttes turco-mongoles avec les Gengiskhanides et les Timourides sans y jouer un rôle historique. C'est pour prévenir leurs incursions pillardes à l'est de l'Iran que, sous les Safavides, des tribus kurdes d'Iran furent déplacées et installées dans le Khorasan où elles demeurent encore, les Shahs de l'époque comptaient sur leurs qualités guerrières pour résister aux bouillants turkmènes et ils servaient une fois de plus de chair à canon. Au XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les Turkmènes vivent encore principalement de l'élevage. Ils sont en lutte contre les Ouzbeks des oasis de Khiva, de Merv et de Boukhara, mais sont aussi en rivalités constantes tribus contre tribus. Ils enlèvent des Persans, des Afghans et des Russes car non seulement ils vivent de pillages mais aussi du

Statue monumentale du Turkmentbacht



trafic d'esclaves vendus à Merv et à Khiva.

Ce trafic va être le prétexte pour les Russes, toujours obsédés par leur besoin d'accès aux mers chaudes, pour intervenir en 1838 afin de libérer des esclaves russes à Khiva. Les premières attaques sont désastreuses pour les Russes mais en 1873, la citadelle de la ville abandonnée par le khan ouzbek tombe aux mains des envahisseurs. Les Turkmènes, quant à eux, continuent à résister. En 1880, un chemin de fer transcaspien est mis en construction, par le régime tsariste, il a un but précis : s'imposer au Turkestan avant les Anglais déjà présents en Inde. En 1881, les hostilités reprennent et en 1898 Merv tombe, le Turkestan est complètement conquis et est rattaché à l'Empire russe. Après la révolution bolchevique, la République socialiste soviétique du Turkménistan est créée en 1924. En 1959 sa population monte à 1.600.000 habitants, 2,2 millions en 1970. La capitale Achkhabad compte 250.000 habitants. Comme dans l'ensemble de l'Empire soviétique, l'effort d'éducation sera considérable dans ce pays jusque-là pratiquement totalement analphabète.

Le Turkménistan va proclamer son indépendance le 27 octobre 1991.

### **Saparmourat Niazov- authentique despote**

Niazov était le chef de la république socialiste soviétique du Turkménistan entre 1985 et 1991. De 1991 à sa mort en décembre 2006, il va diriger le pays de manière autoritaire en ne tolérant aucune opposition. En 1999, il se fait élire président à vie, titre qu'il cumule avec celui de Premier ministre, de guide spirituel et de chef du Parti démocratique du Turkménistan. Le pays n'a pas de société civile, il n'y a aucun contre-pouvoir et tous les opposants sont contraints à l'exil. Niazov s'est aussi autoproclamé « Turkmenbachi » (père des Turkmènes). Les sociologues qui ont étudié son action politique le comparent à Ivan le Terrible car personne dans son entourage n'est à l'abri des sautes d'humeur du despote délirant. Quand il n'arrive pas à s'échapper du pays à temps, l'opposant est mis en prison sans jugement et ne tarde pas à disparaître.

Le pays vit dans le culte de la personnalité du Turkmenbachi qui a fait édifier dans sa capitale

*Saparmourad Niazov*



*Bouteilles de vodka turkmènes*

Achkhabad sur l'Arche de la Neutralité, une statue de 12 mètres dorée à l'or fin qui tourne sur elle-même de manière à ce que son visage soit toujours tourné vers le soleil. Le Turkménistan est devenu depuis août 2005 un simple « membre associé » de la CEI (communauté des États indépendants) alors qu'il en avait été membre lors de sa fondation. Le pouvoir législatif est exercé en principe par le Conseil du Peuple, une assemblée de 2.500 membres dont il n'existe aucune liste officielle et où tout est orchestré au départ pour ne pas contrarier le Président, de plus, les votes se font à main levée.

Le pays n'a pas de contre-pouvoir, les opposants sont contraints à l'exil ou supprimés, la société civile n'a aucun poids, quant à la presse, elle est muselée. Les rares journalistes dont Ogoulsapar Mouradova qui osent élever la voix sont mis en prison. Cette dernière est morte en détention et son corps portait des traces de coups violents et une plaie à la tête. Niazov utilise parfois des manœuvres démagogiques ; il promet des choses dont, comme exemple, un décret de 2003 qui garantit généreusement l'électricité, l'eau et le gaz gratuits mais ceux-ci, sont mal distribués et souvent coupés. Pour assurer la paix, en fait la stabilité de sa dictature, Niazov a ordonné la fermeture, dans les régions, de la plupart des bibliothèques et de nombreux hôpitaux. Son image géante s'étale partout mais aussi sur les billets de banque et les bouteilles de vodka. Niazov a aussi rédigé un livre sacré : le Roukhnama, (message spirituel) qui célèbre les valeurs turkmènes censées transcender les rivalités toujours courantes dans les sociétés claniques au profit d'une identité nationale. Il faut ajouter qu'on a supprimé toute trace de la Russie et même le théâtre Pouchkine a été détruit. Durant son règne Niazov a fait construire des édifices gigantesques, ruisselants d'or et de marbre dont la construction a fait gagner des milliards de dollars à certains constructeurs européens dont paraît-il, le Français Bouygues.

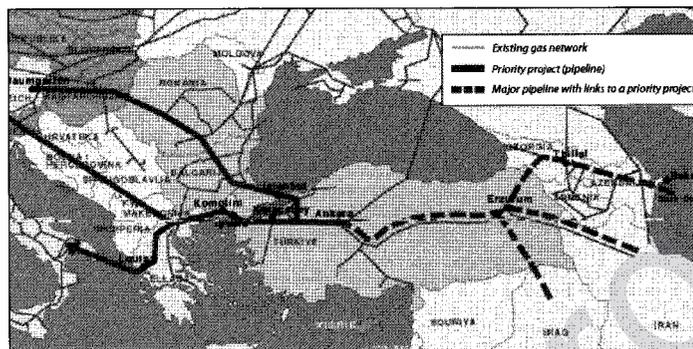
## Succession et élections ?

Dès la mort de Niazov, c'est le vice-Premier ministre Gurbangouly Berdimoukammedov (qui serait le fils illégitime de Niazov) qui a été désigné pour organiser les funérailles et de toute évidence, il sera le successeur de Turkmenbachi. Il était vice-premier ministre de celui-ci depuis 2001, ce qui, au regard du passé, était remarquablement long, parce qu'il était peu courant de plaire à Niazov plus que quelques mois. Au mépris d'une Constitution formelle et non appliquée, le président du Parlement qui devait assurer l'intérim a été incarcéré et menacé de poursuites judiciaires aux motifs de circonstances aggravantes. Le 26 décembre 2006, lors d'une session du Conseil du peuple, orchestrée par Berdimoukammedov, on a choisi à main levée, six candidats à la succession de Niazov, mais les dés sont pipés et, dans ce pays où la presse ne peut pas s'exprimer, Berdimoukammedov est élu lors des élections qui ont eu lieu le 12 février dernier. Il a dû jurer fidélité au cours actuel des choses qu'il sait pertinemment bien ne pas pouvoir conserver tel qu'il est, mais sa première obligation est de garder le pouvoir en faisant quelques concessions indispensables. Il promet de s'attaquer au chômage endémique mais officiellement inexistant dans ce pays du roi Ubu. Il s'engage à réaliser beaucoup de réformes dont le déverrouillage d'Internet, la réforme de l'école, le versement des retraites qui ont été supprimées par Niazov. Pourtant comme partout dans la région, elles sont d'un montant dérisoire et tournent souvent autour de 10 \$ par mois. Il y eut aussi un fait extraordinaire pour ce pays complètement fermé, un accord avait été signé avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour l'envoi d'observateurs étrangers durant le scrutin. L'organisation de la sécurité des élections s'est faite sous la main de fer, entre autres, d'Akmourad Redieпов, chef de la garde personnelle de l'ancien président.

## Le Pactole gazier

L'économie du Turkménistan dépend de l'exploitation de son gaz (on parle de la 4<sup>e</sup> plus importante réserve du monde) ainsi que de son pétrole qui représente 60% de ses exportations.

Dans le Yolotan sud, on a découvert, en 2006, un gisement super géant. Une partie du territoire reste inexploérée. La production actuelle est d'environ 60 milliards de m<sup>3</sup> (2005) dont plus de 75% vendus à l'Iran, à la Russie et à l'Ukraine. Elle est censée doubler d'ici à 2010. Mais le pays est largement tributaire des gazoducs raccordé depuis 1997 à l'Iran. Il a signé des accords de livraison à la Chine via un pipe-line qui devrait être achevé d'ici 2009. Washington soutient un projet de gazoduc vers l'Afghanistan et le Pakistan. L'Europe, elle, attend un tuyau gazier (Nabucco) qui acheminera via la Turquie et la Bulgarie cette énergie, le gaz si nécessaire à l'approvisionnement de l'UE. Ce besoin de sources d'énergie rend compréhensible bien que gênant pour les consciences, le souci des



Le projet Nabucco

Occidentaux de ne pas brusquer les autorités turkmènes, ils ne soutiennent absolument pas les opposants tant ils ont peur de compromettre leur chance dans les futurs tracés des gazoducs. A Achkhabad, l'ordre règne et c'est tout ce que l'Occident demande, car l'ordre c'est aussi la stabilité et une fourniture de gaz ininterrompue.

À l'inverse de la chute du culte de la personnalité après Staline dans l'Empire soviétique, il n'est pas évident que la même chose pourrait se passer au Turkménistan car les idées exprimées par Niazov dans son « Roukhnama » constitue la base même de l'idéologie, qualifiée par le même Niazov d'« âge d'or ». Elle flatte les Turkmènes en les célébrant comme une des nations les plus anciennes du monde, ayant apporté une contribution inestimable au développement de l'humanité. Il est assez curieux de constater combien cette assertion qui ne se base sur aucune réalité historique est proche des théories introduites en Turquie au moment de la création de la République après 1924. Parmi ses théories fantaisistes, rappelons que l'on affirme encore actuellement aux Turcs, même à ceux qui ont émigré en Europe, que leur langue est « la langue mère » de l'humanité (excusez du peu)!

Le système politique turkmène va probablement changer et s'assouplir mais il se rapprochera au mieux des régimes autoritaires de ses voisins : l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Rappelons d'ailleurs que dans certaines régions de ces derniers pays, des mouvements islamistes radicaux, sans doute influencés par l'Afghanistan tout proche, contestent de plus en plus les pouvoirs centraux. Le Ferghana, la région la plus orientale de l'Ouzbékistan, est sujet à des manifestations souvent violentes réprimées par la force et reste actuellement fermé au tourisme qui est assez florissant en Ouzbékistan. L'islamisme, ne l'oublions pas, est un recours ultime pour des populations très pauvres, souvent désespérées et dominées par un pouvoir de plus en plus contesté où elles ont l'impression qu'elles ne sont jamais prises en compte sauf pour être pressurées et qu'en rien, la manne énergétique n'est partagée avec la population qui n'en profite absolument pas. L'Occident, toujours aussi aveugle, ne sent pas le danger, il achète le gaz et le pétrole sans aucun état d'âme et, de ce fait, il permet à ces pouvoirs despotiques de continuer à opprimer leur population. L'islamisme radical prospère sur ce terreau, il faudrait que l'Occident s'en rende compte.

# Calendrier des Activités

## **Conférence-Débat : Karim Bedir Khan : un Kurde sur le trône du Paon 24 mai à 19h30**

À la fin des Safavides, au XVIII<sup>e</sup> siècle, on entre dans une période très troublée en Iran. Ce ne sont que luttes, assassinats et conflits. Un seul homme va pacifier la société et va régner à partir de sa capitale Chiraz en tant que régent de 1750 à 1779. Il laissera un excellent souvenir aux Iraniens car sous son règne l'ordre et la paix règnent, mais ses successeurs ne seront pas à sa hauteur et ils seront balayés par les Turkmènes Kadjars.

**Lieu :** Institut Kurde de Bruxelles, Rue Bonneels, 16 - 1210 Bruxelles - Entrée libre

## **Rencontre entre les parlementaires bruxellois et les représentants Yézidis 31 mai à 11h**

Le parlement Bruxellois en la personne de son vice-président Jan Beghin organise une rencontre avec des représentants religieux yézidis. Les Yézidis sont des Kurdes non musulmans dont la religion est inspirée du Zoroastrisme et qui ont subi des persécutions séculaires de la part des musulmans.

**Lieu :** Parlement Bruxellois - Rue du Lombard, 69- 1005 Bruxelles

**Inscription obligatoire - Renseignement :** 02 230 89 30

## **Vernissage et Exposition ' Un voyage chez les Yézidis d'Arménie' 31 mai à 20h**

Piet Janssens, un Gantois de 28 ans, a parcouru le Proche-Orient et le Moyen-Orient. Il a visité la Turquie, l'Iran et la Géorgie où il a été fasciné par les Kurdes. L'Arménie où il a rencontré les Kurdes Yézidis a été le point d'orgue de son voyage et il nous en a rapporté des clichés exceptionnels sur leurs coutumes.

**Lieu :** Institut Kurde de Bruxelles 16, Rue Bonneels 1210 Bruxelles

**Exposition du 1 juin au 22 juin (du lundi au vendredi de 14h à 18h) - Entrée Libre**

## **Bal des Bals avec Sivan Perwer ! Samedi 2 juin 2007**

**Halles de Schaerbeek, Rue Royale Ste Marie 22b, 1030 Schaerbeek, divers groupes concerts à partir de 20h00**

**Stages de danse à partir de 15h00 :** Stage cumbia (Silvia Abalos), de danses kurdes, bal folk, de danses africaines (Brahima Coulibaly) et Initiation aux danses galiciennes

Muziekpublique organise pour la troisième fois le bal des bals dans les Halles de Schaerbeek. Dédié aux meilleurs groupes de musiques dansantes « du monde » dont l'une des têtes d'affiche n'est autre que Sivan Perwer. En trente albums et trente ans d'exil, il chante la reconnaissance de la culture kurde ainsi que la libération de son peuple. Son aura est telle que presque chaque Kurde de la diaspora détient une de ses cassettes audio et que son portrait est régulièrement placé de manière prédominante dans les espaces où les kurdes se rencontrent. Pour l'occasion, ce grand monsieur nous a concocté un répertoire spécialement dansant.

Au total, huit groupes vous donnent rendez-vous à ce festival où se mêleront danses galiciennes, rythmes africains et fanfare colombienne, loin de la médiatisation mais de qualité.

**Prévente:** Membres: 9 Euros - Non-membres : 12 Euros

**Caisse:** Membres: 9 Euros - Non-membres : 15 Euros

En collaboration avec les Halles de Schaerbeek et l'Institut Kurde de Bruxelles .

**Info & contact :** Muziekpublique, [www.muziekpublique.be](http://www.muziekpublique.be), tél. 02 217 26 00

Institut Kurde de Bruxelles, [www.kurdishinstitut.be](http://www.kurdishinstitut.be), tél. 02 230 89 30

## **Conférence-Débat : Le Caucase 21 juin à 19h30**

Le Caucase a été, au cours des siècles, un lieu de refuge pour d'innombrables peuples dont nous ne connaissons pas toujours la proto-histoire.

À notre époque, le Caucase est encore toujours une région d'une grande complexité où les problèmes sont de plus en plus importants. La Tchétchénie d'une part, la Géorgie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud d'autre part sont toujours menacés par la violence. L'Arménie et l'Azerbaïdjan n'ont pas complètement réglé leurs conflits. En plus, sur toute cette région, flotte une forte odeur de pétrole et de gaz, cela n'arrange rien !

**Lieu :** Institut Kurde de Bruxelles, Rue Bonneels, 16 - 1210 Bruxelles - Entrée libre

Renseignements :

**INSTITUT KURDE DE BRUXELLES**

16, Rue Bonneels 1210 Bruxelles

Tel. : 32 (0)2 230 89 30 – Fax : 32(0)2 231 00 97 – E.mail : [kib@skynet.be](mailto:kib@skynet.be)